

Le 28 juin 1994

Le Général
Chef de l'Etat-Major Particulier

- N O T E -

-ooOoo-

à l'attention de
Monsieur le Président de la République

Sigueli *hr*

O B J E T : Votre entretien avec le Premier ministre et Conseil restreint, Mercredi 29 juin 1994.

I - Rwanda

1) Situation diplomatique

Sur le plan diplomatique, des démarches ont été effectuées à New-York et à Washington pour, une nouvelle fois, appeler l'attention du Secrétaire général et des Américains sur la nécessité :

- d'un déploiement rapide de la MINUAR. Nous avons proposé à cette fin la création à New-York d'un groupe de coordination pour exercer des pressions sur les contributeurs et le Secrétariat. (*Aucun pays ne s'est engagé*)

- d'une relance du processus de négociation. Nous ne sommes pas les mieux placés pour le faire et nous attendons de l'ONU comme de nos partenaires américains qu'ils prennent des initiatives en ce sens, notamment en usant de leur influence sur le FPR pour le convaincre de renoncer à toute action militaire qui provoquerait de nouveaux déplacements importants de population.

9
SHMÉ
NSOM
M. Juppé envoie demain deux émissaires politiques, M. Gérard, directeur adjoint des affaires africaines et malgaches, auprès du gouvernement intérimaire et M. Varin auprès du F.P.R.

Le Premier ministre s'est entretenu par téléphone aujourd'hui avec M. Boutros-Ghali qui partage nos vues mais selon lequel il ne faut pas se faire d'illusions : le déploiement des 5500 hommes de la MINUAR ne se fera pas en deux mois. Il a même affirmé qu'il n'avait reçu aucune assurance de personne, ce que dément M. Juppé, les Pakistanais étant prêts à transférer 2000 hommes de Somalie au Rwanda mais le Commandant de l'ONUSOM s'y opposant.

.../...

Enfin, les révélations du capitaine Barril qui mène, à la demande de la famille Habyarimana, une enquête sur l'attentat contre l'avion du président, agitent les médias et suscitent des interrogations. Le Capitaine Barril soutient que le FPR, avec l'aide de Belges, serait l'auteur de l'attentat et affirme détenir la "boîte noire" du Falcon présidentielle alors que Dassault prétend que cet avion n'en était pas muni...

2) Situation militaire

Les combats restent soutenus sur l'ensemble de la ligne de front et le F.P.R. semble vouloir progresser par infiltrations dans la direction de Kibuye à partir de Gitarama. S'il poursuivait son effort sur cet axe, il serait en mesure rapidement de couper en deux par le milieu la zone encore tenue par les forces gouvernementales. Par ailleurs, la chute de Kigali pourrait intervenir incessamment.

Selon le H.C.R., le nombre de personnes déplacées dans la zone gouvernementale se situe entre 800.000 et 1 million.

L'opération Turquoise se poursuit, jusqu'ici sans incident, dans une imbrication constante et totale avec les médias. Bien que le Premier ministre ait autorisé hier une extension de la zone d'action du détachement, les patrouilles s'effectuent principalement dans la zone frontalière où l'évacuation de 42 religieuses a été réalisée le 28 juin de Kibuye vers Goma. Le Général Lafourcade s'efforce toutefois de maintenir environ 200 hommes en permanence dans les zones de tension et d'envoyer des reconnaissances discrètes dans la région de Butare, potentiellement explosive.

Il reste que la situation est très fragile et que pour empêcher la reprise des massacres et dissuader le F.P.R. d'une attaque massive au-delà de Kigali qui provoquerait un déferlement de réfugiés incontrôlable un engagement supplémentaire de nos forces est nécessaire pour contrôler les points clés et protéger les camps les plus menacés ainsi qu'un effort diplomatique soutenu auprès de nos partenaires et du FPR afin de le convaincre d'arrêter sa progression vers l'Ouest.

M. Juppé a souligné que notre intervention renversait nos positions diplomatiques antérieures : nous coupons de facto la ligne de ravitaillement des hutus et le FPR se montre sensible à notre action humanitaire. Le ministre a annoncé que vous donniez votre accord pour un entretien avec le Président Museveni jeudi.

M. Balladur insiste pour que nous confirmions notre volonté de nous retirer fin juillet sans dire toutefois "quoi qu'il arrive".

II - Ex-Yougoslavie

La situation est relativement calme mais la dynamique de la trêve du 10 juin s'essouffle et les Musulmans semblent prêts à modifier, par la force, leurs positions face aux Serbes. M. Juppé a le sentiment que les combats pourraient reprendre dans les quinze prochains jours. *(Vers le 10 ou le 11 juillet?)*

Le groupe de contact s'est réuni le mardi 28 juin à Paris pour mettre au point la carte et élaborer un mécanisme d'incitations. Un accord sur la carte a été obtenu avec un léger rééquilibrage au profit des Serbes. M. Juppé émet des doutes sur l'engagement des Russes.

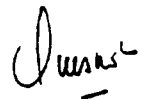
Cet ensemble de mesures sera présenté aux ministres des affaires étrangères qui se réuniront à Genève le 5 juillet, avant la réunion des Sept à Naples. //

III - Cinquantenaire du débarquement en Provence

Le Premier ministre devrait recueillir votre avis sur les propositions du ministre de la défense que je vous ai adressées dans une note du 28 juin.



Bruno DELAYE



Général QUESNOT